

Ordonnance n°21/68 du 09/04/1968 portant modification de la réglementation forestière

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT;

Vu la loi constitutionnelle n° 1/61 du 21 février 1961 et les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n° 14/61 du 16 juin 1967 autorisant le Président de la République à légiférer par ordonnance pendant la période d'intersession ;

Vu le décret n° 00031/PR du 25 janvier 1968 portant composition du Gouvernement et le rectificatif n° 00036/PR du 30 janvier 1968 modifiant la composition du Gouvernement ;

La Cour Suprême consultée ;

Le Conseil des Ministres entendu;

ORDONNE:

ARTICLE PREMIER. - Les articles du chapitre III du décret validé du 20 mai 1946 reçoivent la rédaction ci-après/

Art. 27 (inchangé). - En dehors des exceptions prévues aux articles précédents pour les usagers, aucun droit d'exploitation ou de récolte des produits de la forêt ne peut être concédé à titre gratuit.

Art. 28. - « L'exploitation des forêts domaniales et cantonales par les services publics ou des particuliers » ne peut être faite que:

Soit en régie,

Soit par vente de coupes en adjudications publiques,

Soit par permis industriels,

Soit par permis temporaires d'exploitations,

Soit par permis conventionnés.

En vue de la production des bois de feu et à charbon, des bois de mine et perches de construction, des bois de papeterie et des produits accessoires énumérés à l'article 2 du présent décret pour satisfaire les besoins locaux et d'exportation. Les forêts domaniales peuvent être également exploitées par permis de coupe d'un nombre limité d'arbres, de pièces, mètres cubes, stères ou tonnes.

Dans les forêts classées, l'exploitation ne peut avoir lieu qu'en régie ou par vente de coupe en adjudications publiques, ou par permis conventionnés.

« Des dérogations à ce principe pourront être pro- « noncées par arrêté du Ministre responsable des

« Eaux et Forêts pour l'exploitation ou la récolte des

« produits accessoires. »

Art. 29. - « Le Chef de l'Etat » pourra limiter par « décret » pour une période donnée, soit les surfaces à exploiter, soit le volume des bois à abattre, soit les quantités à extraire de la forêt.

Il pourra de même, sous réserve des droits acquis, ouvrir ou fermer à l'exploitation certaines zones déterminées à fixer l'importance des superficies nouvelles à mettre en valeur.

SECTION II

PERMIS TEMPORAIRES D'EXPLOITATIONS

Art. 30. - « Les forêts domaniales protégées peuvent être exploitées par permis temporaire d'exploitation » accordés par arrêté du Chef de l'Etat, conformément aux dispositions de l'article 31 ci-après.

Art. 31. - « Chaque année, un décret fixera le programme d'adjudication des droits de coupe et définira les zones dans lesquelles les permis temporaires pourront être déposés. »

Art. 32. - Les permis d'exploiter sont strictement personnels et ne peuvent donner lieu à affermage. Aucune mutation ne peut intervenir sans une autorisation administrative sanctionnée par arrêté du Chef de l'État. Les mutations ou transferts sont subordonnés au paiement d'une redevance spéciale définie par les arrêtés d'autorisation, suivant un tarif déterminé par la loi.

Les personnes appelées à recueillir par voie d'héritage les biens se trouvant sur les exploitations en activité, pourront obtenir le permis d'exploiter.

Toutefois, pour permettre aux Gabonais de s'initier à l'exploitation forestière, le Ministre des Eaux et Forêts pourra accorder des tolérances de fermage.

Le titulaire du permis adressera au Ministre des Eaux et Forêts, avec sa demande de tolérance de fermage, une expédition du contrat qu'il a passé avec son futur fermier.

Ce contrat devra garantir les droits des deux parties. Le Ministre des Eaux et Forêts statuera par une décision sur la tolérance ou le refus de fermage. Dans ce dernier cas il ne sera pas tenu de faire connaître les raisons de son refus. En cas de cessation du contrat, le titulaire du permis et le fermier doivent en aviser, dans les plus brefs délais, le Ministre des Eaux et Forêts.

Art. 33. -- Les permis (le coupe d'un nombre limité d'arbres, de pièces, mètres cubes, stères ou tonnes sont, selon leur importance, délivrés soit par le Ministre des Eaux et Forêts, soit par les chefs d'inspection forestière ou à défaut par les chefs de circonscriptions administratives après avis du Service des Eaux et Forêts.

Art. 34. -- Les permis temporaires d'exploitation ne peuvent être accordés qu'aux titulaires d'un droit de coupe. Ces droits, rigoureusement personnels et incessibles, sont attribués par voie d'adjudication publique.

Chaque année, un décret du Chef de l'État, sur la proposition du Ministre des Eaux et Forêts fixera le nombre des droits de coupe qui seront mis en adjudication ainsi que le montant des mises à prix.

Art. 35. -- Afin de tenir compte des dépenses d'investissement engagées notamment pour la prospection forestière et l'infrastructure routière, les titulaires d'un permis temporaire d'exploitation donnant droit à l'exploitation des bois d'oeuvre de toutes essences arrivant à expiration mais non épuisés pourront, après enquête du Service des Eaux et Forêts obtenir un permis temporaire de remplacement dont la surface et la durée seront fixées pour tenir compte de la bonne fin de l'exploitation moyennant le versement d'une redevance forfaitaire de rachat égale au taux de la taxe de superficie, applicable à la zone dans laquelle est située le permis initial et payée totalement d'avance.

Art. 30. - Un permis temporaire de remplacement ne pourra être accordé qu'une seule fois pour faire suite à un permis temporaire d'exploitation. Les limites d'un permis de remplacement ne pourront déborder en aucun point de celles du permis temporaire initial. La durée d'un permis de remplacement ne pourra excéder la durée du permis temporaire d'exploitation initial.

SECTION III

PERMIS INDUSTRIELS

Art. 37. - Des permis industriels peuvent être accordés par décret aux entreprises possédant au Gabon un établissement de transformation du bois en grumes en produits élaborés en vue de l'approvisionnement en grumes desdites usines.

La validité de ces permis est fixée à 30 ans au plus et est limitée à la durée de l'activité industrielle qui les a légitimés.

ART. 38 . - Le décret accordant un permis industriel comportera un cahier des charges qui précisera les droits et obligations des intéressés et notamment pour chaque année les volumes de grumes à transformer dans les usines appartenant aux titulaires. ainsi que la redevance due pour les grumes provenant des permis industriels et non transformées dans les usines du titulaire.

Art. 38 bis. -- Les permis temporaires d'exploitation en cours de validité pourront sur demande des titulaires être transformés en permis industriels pour tout ou partie de leur surface en application des règles édictées à l'article 38 . Les permis temporaires d'exploitation dits de bois divers en cours de validité sont assimilés aux permis temporaires d'exploitation de toutes essences.

SECTION IV

PERMIS CONVENTIONNES

Art. 39. - Les permis conventionnés d'exploitation portant sur tout ou partie d'une forêt classée et aménagée seront accordés par décret du Chef de l'Etat sur proposition du Ministre des Eaux et Forêts.

Art. -40. - Le décret accordant un permis conventionné comportera un cahier des charges particulier à chaque permis.

Ce cahier des charges fixera les règles particulières d'exploitation en conformité avec les dispositions prévues à l'aménagement de la forêt classée.

Les clauses du cahier des charges pourront être révisées à l'issue de périodes dont la durée est fixée par avance.

SECTION V

REGIE

ART. -41. - Des coupes peuvent être faites en régie soit par le Service des Eaux et Forêts, soit par des services publics pour leurs besoins propres, soit par tout organisme créé à cet effet par décret. L'emplacement en est toujours désigné par le Service des Eaux et Forêts qui en surveille en outre l'exécution.

Les redevances à verser par les régies seront les mêmes que celles auxquelles sont soumises les exploitations privées.

SECTION VI

ADJUDICATION

Art. 42 (ex-art. 41 inchangé). - Les lots mis en adjudication publique sont déterminés par le Service des Eaux et Forêts qui en effectue l'estimation et, si possible, le martelage. Les lots mis en vente peuvent être contigus et présenter des richesses et des étendues différentes.

Les cahiers de charges spéciaux à chaque adjudication sont établis par le Service des Eaux et Forêts et soumis à l'approbation du Ministre chargé des Eaux et Forêts ils spécifient les conditions de l'adjudication, en particulier le montant du cautionnement exigé, le mode de paiement des redevances ou du prix de l'adjudication, les délais d'exploitation et les délais de vidange, ainsi que les droits de préférence à accorder éventuellement aux titulaires de permis ou de lots précédemment adjugés pour les lots limitrophes, s'ils peuvent faire la preuve que la production de ces lots peut être évacuée normalement à l'aide des installations établies, sur le chantier.

SECTION VII

AMENAGEMENT

Art. 42 bis. - Seront progressivement classées, conformément à la procédure prévue au chapitre premier. article 3. 4. 8 à 10 du présent décret, toutes les forêts protégées dont l'affectation permanente principale est ou sera la production de bois destinée soit à l'approvisionnement des industries du bois installées sur le territoire national soit à l'exportation de bois en grumes.

Art. 42 ter. - Aussitôt leur classement, les forêts visées à l'article 42 bis feront l'objet d'un aménagement étudié par le Service des Eaux et Forêts et proposé par le Minislre des Eaux et Forêts. L'exécution de cet aménagement sera rendu obligatoire par décret du Chef de l'Etat.

Les dispositions de l'aménagement pourront être révisées périodiquement et les modifications seront sanctionnées par arrêté du Ministre des Eaux et Forêts.

Art. 42 quater. - L'aménagement visé à l'article 42 ter et ses révisions successives auront pour objectif d'obtenir progressivement dans la forêt classée une production de bois soutenue aussi élevée que possible en quantité et en valeur pour tenir compte de la situation et des conditions physiques de cette forêt ainsi que des besoins économiques et sociaux de la région et de l'ensemble du pays.

ART. 2. -- La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 9 avril 1968.

Le Président de la République,

Chef du Gouvernement

Albert-Bernard BONGO.

Par le Président de la République

Le Ministre des Eaux et Forêts

A. MINTSA.